

Les crédits

Nous devrions proposer des moyens constructifs, nous réserver une journée pour débattre, par exemple, de moyens de rendre notre régime fiscal plus équitable. C'est cela que j'appelle un débat constructif, mais vous, vous demandez la tenue d'un débat simplement pour dire qu'à la place des gens d'en face, vous déclencheriez des élections. Non, vous ne le feriez pas. Je peux aussi vous dire que, si nous occupions les banquettes ministérielles, nous n'en déclencherions pas non plus en pareilles circonstances. Vous n'auriez pas d'élections, soyons honnêtes si votre parti ne recueillait que 16 p. 100 de la faveur populaire dans les sondages et qu'il lui restait encore un an avant que son mandat ne prenne fin. Bien sûr, nous pourrions faire la même chose si nous étions au pouvoir puisqu'il nous appartiendrait de décider du moment des élections. Personne ne déclenche des élections quand il tire misérablement de l'arrière, quand les sondages ne lui sont pas favorables. Vous n'en avez pas tenues avant 1979. Vous avez attendu cinq ans.

• (1710)

Les raisons de chasser le gouvernement ne manquent pas, mais en vertu de la Constitution, c'est à lui qu'il revient de fixer la date des élections. Rien ne nous empêche de tenir un débat sur tout le mal qu'il a fait, mais c'est un lieu commun. Tout le monde est au courant. C'est d'ailleurs pourquoi il ne recueille que 16 p. 100 de la faveur populaire.

Je voudrais faire connaître notre position sur un régime fiscal plus équitable. Comment remplacer cette vilaine TPS par une mesure plus progressive, mieux distribuée? Voilà ce qui serait utile, à mon sens.

J'ai pris la parole pour faire ressortir les raisons qui justifient le gouvernement de ne pas tenir immédiatement des élections. Je les comprends, et vous les comprenez aussi. Voilà.

M. Ken James (M. Ken James (secrétaire parlementaire du ministre du Travail): Monsieur le Président, je vous remercie de me donner la possibilité de prendre la parole aujourd'hui. J'ai pensé qu'à l'occasion de la période des questions, nous pourrions essayer de tirer au clair ce dont parlait mon collègue et ancien voisin.

Ce que je comprends, c'est que si le Nouveau Parti démocratique accédait au pouvoir, il remplacerait la taxe à la consommation ou la taxe à la valeur ajoutée par un impôt sur le revenu. Je suis sûr que tous les Canadiens attendront ce changement bouche bée. Nous savons à quelle sorte d'impôt sur le revenu nous pouvons nous attendre pour recueillir les fonds nécessaires et les répercussions que cela aurait sur les gens à revenu moyen qui, s'ils n'ont pas eu de choc jusqu'à présent, en auront alors certainement un. Nous savons d'où sortent mon collègue et son parti.

J'ai pensé adopter un point de vue quelque peu différent de celui de mon collègue de Nickel Belt, c'est-à-dire d'aller plutôt aux faits que de m'en tenir à la rhétorique. Nous devons parler de ce que fait le gouvernement et des raisons qui le poussent à agir ainsi. Il est très important que nous le fassions pendant toute la dernière partie de son mandat.

Depuis plus de trente ans, le Canada a enregistré une importante croissance par rapport aux autres nations du G-7. En fait, c'est l'un des pays de l'OCDE qui connaît la croissance la plus rapide. Nous avons joui au fil des ans d'un très haut niveau de vie au Canada. Nous enregistrons depuis trente ans une importante croissance de l'investissement et parmi les pays de l'OCDE nous sommes l'un de ceux où la création d'emplois a été la plus considérable. Nous avons eu une performance tout à fait enviable.

En ce qui concerne le niveau de vie, notre pays se classe deuxième après les États-Unis. Selon une étude récente des Nations Unies, le Canada est, après le Japon, le deuxième pays où on vit le mieux. Nous vivons certes dans un pays extraordinaire, un pays qui jouit d'une bonne réputation dans le monde.

Ce qui s'est produit dans le passé ne constitue jamais une garantie absolue de ce qui se produira à l'avenir quant à notre prospérité, et le monde change à bien des égards et subit des changements fondamentaux. On observe des progrès rapides dans le monde de l'information, et d'autres technologies fondamentales ont entraîné une mondialisation de la production économique, et ces progrès, ajoutés à la libéralisation des échanges et à la formation de blocs commerciaux régionaux, modifient de façon radicale les façons de faire des affaires.

Par le truchement du ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et du ministère du Commerce extérieur, nous devons chercher constamment à rester concurrentiels dans ce monde en constante évolution.

Cela crée de véritables défis pour notre industrie canadienne. Cela ne fait aucun doute. Ces défis suscitent de nouveaux débouchés pour les entreprises qui s'adaptent rapidement et qui sont capables de bâtir sur leurs points forts dans cet environnement mondialisé.

Le ministère canadien de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie a bien sûr été conçu pour aider les citoyens à profiter de ces débouchés. Depuis sa création en 1989, ce ministère a certainement été le principal ministère à vocation économique. Il a pour mission de promouvoir la compétitivité internationale du Canada, comme je l'ai dit, et son excellence en matière scientifique.